

## Le Burundi pas assez démocratique pour être admis dans la SADC

La Libre Belgique, 31 mai 2019 Pour la seconde fois, une demande du président burundais Pierre Nkurunziza de faire entrer le Burundi dans la SADC (South African Development Community, marché commun d'Afrique australe) a été rejetée cette semaine. En cause: le manque de démocratie et de stabilité dans ce pays depuis la décision du président Pierre Nkurunziza de se présenter à un troisième mandat interdit par l'Accord de paix d'Arusha, en 2015, ainsi que les tensions avec le Rwanda.

Seize pays membres Selon le journal namibien «New Era», c'est le président en exercice de la SADC, le chef de l'Etat namibien, Hage Geingob, qui a annoncé le rejet de la dernière demande de Bujumbura d'intégrer l'organisation, qui lie l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, les Comores, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, la RDCongo, les Seychelles, le Swaziland (Eswatini), la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Geingob avait reçu en avril la visite de l'envoyé spécial de M. Nkurunziza sur le sujet, le ministre burundais des Affaires étrangères Ezechiel Nibigira. Ce dernier avait affirmé que le pays était stable, respectant la loi, et que le président Nkurunziza tenait le pouvoir par des moyens démocratiques. «Le moment n'est pas propice» Selon le président Geingob, toutefois, la mission enquêtrice de la SADC envoyée au Burundi en mai n'a pas tiré les mêmes conclusions de sa visite: elle a souligné que le moment n'était pas propice pour que le Burundi soit admis au sein de la SADC. «C'est dû au processus démocratique non résolu dans ce pays», a indiqué le président de la SADC. «Nous sommes également préoccupés par les accusations et contre-accusations entre le Burundi et le Rwanda, évoquant des interférences mutuelles dans leurs affaires intérieures». Une précédente tentative du Burundi d'intégrer la SADC avait été rejetée en février 2017, en raison des troubles politiques qui y régnaient. Depuis le coup de force de Pierre Nkurunziza en 2015, la répression des protestations pacifiques a fait 1200 morts, un coup d'Etat militaire a été raté et plus de 400.000 Burundais ont fui la répression dans les pays voisins. Par Marie-France Cros.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});